



Agenda

Lundi 30 janvier 2017

-9h-13h : colloque sur l'enseignement de l'économie dans les lycées, proposé par la section Économie politique, Statistique et Finances (Grande salle).

-15h : **Henri de CASTRIES**, président de l'Institut Montaigne : « *Comment réorganiser notre système de prélèvements obligatoires pour améliorer rapidement et durablement la compétitivité de notre économie et de notre territoire et réduire notre chômage, à pression fiscale inchangée ?* ».

Lundi 6 février 2017

-15h : **Christian FORESTIER**, ancien administrateur générale du Cnam : « *Comment réduire drastiquement le nombre de jeunes français qui sortent de notre système éducatif avec un niveau de formation très insuffisant ?* »

Lundi 13 février : pas de séance

Lundi 20 février 2017

-15h : **Philippe TRAINAR**, conseiller du président de Scor : « *Comment assurer rapidement et durablement l'équilibre et l'équité de nos systèmes de retraite ?* »

-17h30 : Fondation Éthique et Économie. Conférence d'**Angel GURIA**, correspondant de l'Académie.

Lundi 27 février 2017

-9h-13h : second colloque sur l'enseignement de l'économie dans les lycées, proposé par la section Économie politique, Statistique et Finances (Grande salle).

-15h : **Jean-Michel BLANQUER**, directeur du groupe ESSEC, « *Comment revaloriser la filière professionnelle et l'apprentissage dans l'esprit des enseignants, des familles et des élèves ?* »

Mardi 28 février & mercredi 1^{er} mars 2017 : Colloque « Le sens de la vie » (Fondation Singer-Polignac).

Lundi 6 mars 2017

-15h : **Guy VALLANCIEN**, membre de l'Académie nationale de Médecine et de l'Académie de Chirurgie : « *Quelles réformes de notre système de santé pour assurer l'équilibre de l'assurance maladie sans affecter la qualité des soins ?* »

Séance du lundi 23 janvier

Après approbation du procès-verbal de la séance du lundi 16 janvier, le président **Michel Pébereau** a fait procéder aux dépôts d'ouvrage. **Pierre Brunel** a présenté l'édition mise à jour de *Baudelaire. Le soleil noir de la modernité* (Paris, Gallimard, « Découvertes », 159 p.) par **Robert Kopp**, correspondant de l'Académie, ainsi que le catalogue de l'exposition *L'Œil de Baudelaire* (Paris, Paris musées, 2016, 192 p.), au Musée de la Vie romantique, auquel Robert Kopp a également contribué. **Georges-Henri Soutou** a présenté *Russie, réformes et dictatures 1953-2016* (Paris, Perrin, « Tempus » », 2017) d'Andreï Kozovoï.

Le président a alors présenté l'orateur de ce jour, **Pierre Cahuc**, professeur à l'École polytechnique, qui était invité à répondre à la question : « Comment ramener rapidement notre chômage structurel au niveau de celui de l'Allemagne et du Royaume-Uni ? » Depuis plus de 35 ans en effet, le taux de chômage en France n'est jamais descendu en dessous de 7 %, alors qu'il avoisine aujourd'hui les 4 % en Allemagne et les 5 % au Royaume-Uni. Or, ces deux pays n'ont pas été épargnés par les pertes d'emploi et ne les ont surmontés que par des mesures politiques qui ont été brièvement rappelées (outre-Rhin, les réformes « Hartz » mises en œuvre par Gerhard Schröder ; outre-Manche, celles de Margaret Thatcher, poursuivies par Tony Blair et amplifiées à partir de 2011 par David Cameron). « À l'opposé d'une conception malthusienne anticipant la raréfaction du travail, ces deux pays ont visé le même objectif : assurer des niveaux élevés d'offre et de demande de travail ainsi que leur cohérence. » Pierre Cahuc ne propose pas de copier ces modèles, mais de s'inspirer des logiques auxquelles ils répondent. Il a identifié, pour cela, trois grands leviers à actionner : la formation des salaires, le contrat de travail et le fonctionnement de l'assurance chômage, qu'il a successivement évoqués.

Concernant la rémunération du travail, l'intervenant a souligné « l'impact du salaire minimum sur le coût du travail ». Équivalent à 62 % du salaire médian et indistinctement appliqué à tous les travailleurs dès 18 ans, le salaire minimum français rend trop chers les emplois de faible qualification. Des outils fiscaux, telle la prime d'activité, subviendraient mieux aux besoins des travailleurs les plus modestes. A également été pointée l'extension quasi-systématique des conventions collectives de branche aux entreprises d'un même secteur d'activités. Pierre Cahuc a appelé, à l'inverse, à renverser la hiérarchie des normes de manière à privilégier la négociation des salaires au niveau de l'entreprise, ce qui pourrait en outre prélever à une réorganisation du paritarisme.

Autre frein à l'embauche : la rigidité d'un cadre réglementaire réduit à la seule alternative entre CDI et CDD. Malgré quelques aménagements, rompre un CDI est toujours aussi coûteux. Il faudrait aller plus loin dans la simplification du licenciement économique, par exemple en soulageant les entreprises de l'obligation de reclassement, trop lourde pour les PME, au profit d'un bonus-malus davantage approprié à leur situation économique.

L'orateur a proposé, enfin, de revoir le fonctionnement de l'assurance chômage, en fixant un montant et une durée d'indemnisation tels qu'ils incitent à un retour rapide à l'emploi. Il s'est notamment alarmé du développement d'un travail par intermittence, encouragé par la possibilité de cumuler salaire et assurance chômage, ce qui pousse certaines entreprises à proposer une succession de contrats courts aux mêmes salariés.

Au terme de sa communication, **Pierre Cahuc** a répondu aux questions que lui ont posées **Yvon Gattaz**, **Bertrand Collomb**, **Jean Baechler**, **François d'Orcival**, **Jean-Claude Trichet**, **Gilbert Guillaume** et **Michel Pébereau**.

Dans la presse et sur les ondes

- « Inégalités et globalisation » : tel est le thème traité dans la dernière chronique économique et financière de **Jacques de Larosière** sur Canal Académie (mise en ligne le 11 janvier 2017). À la lumière du livre du prix Nobel d'économie 2015 Angus Deaton, *La grande évasion. Santé, richesse et origine des inégalités*, il y livre un double constat : d'une part la réduction des inégalités entre les pays, avec le rattrapage en cours des pays occidentaux par les pays émergents tels la Chine ou l'Inde, mais d'autre part le creusement des inégalités au sein de ces économies. Jacques de Larosière rappelle, à l'appui de la première affirmation, de nombreux faits statistiques. La diffusion des progrès technologiques et l'entrée des pays dits pauvres dans les circuits du commerce international ont permis, depuis le début des années 1980, de faire reculer de 400 millions le nombre d'êtres humains vivant dans la grande pauvreté. Mais les années 1980 marquent aussi, dans les pays développés, le retournement du mouvement séculaire de réduction des inégalités. La production de richesses tend à se concentrer dans les secteurs de la finance et des technologies les plus innovantes ; la part des salaires dans le revenu recule tandis que se développent les opérations financières. L'augmentation des inégalités pèse par ailleurs sur les chances de réussite et d'intégration dans la vie économique et sociale du pays des enfants des couches les plus modestes. Pour Jacques de Larosière, il n'est pas concevable de laisser prospérer ces inégalités qui menacent la démocratie (il renvoie notamment aux travaux de l'universitaire américain Larry Bartels selon lequel les électeurs à plus haut revenu sont mieux entendus des décideurs que la masse des citoyens). Il appelle à repenser l'aide au développement sur un plan international, dans le cadre d'une forme de gouvernance mondiale, afin que les gagnants de la mondialisation ne se détournent pas des perdants, même s'il est conscient des difficultés d'une telle entreprise. (Lien : <http://www.canalacademie.com/ida11329-Inegalites-et-globalisation.html>)

- « Alternance réussie : enfin du boulot » : l'éditorial d'**Yvon Gattaz** dans le n° 77 de *Jeunesse & Entreprises* (1^{er} trimestre 2017) est un vibrant plaidoyer en faveur de « la formation des jeunes en alternance et de son modèle standard, l'apprentissage », dont il estime qu'ils n'ont pas été jusqu'à ce jour suffisamment encouragés dans la lutte contre le chômage. Il se livre à un parallèle instructif avec l'Allemagne : « Depuis longtemps, j'étudie l'apprentissage allemand dans les entreprises elles-mêmes et son fonctionnement vraiment dual m'étonne toujours : l'étudiant soumet le compte-rendu de ses stages à ses professeurs et réciproquement. Les "tuteurs" connaissent exactement ce que le jeune apprend ailleurs. Un détail qui n'est pas anecdotique : ces jeunes alternants allemands ont le statut de "salariés", ce qui permet [...] de diminuer sensiblement [...] le taux de chômage allemand par rapport au français, puisque nos alternants sont généralement scolarisés. »

- Une vingtaine d'universitaires, parmi lesquels **Mireille Delmas-Marty**, ont signé un appel aux candidats à la présidence de la République dans les colonnes du *Monde* du 14 janvier. Sous le titre « Non à l'accoutumance à l'état d'urgence », ils entendent appeler l'attention sur un dispositif qu'ils jugent « inefficace en matière de lutte contre le terrorisme et dangereux pour les libertés et pour la démocratie ».

- **Chantal Delsol** s'interroge sur l'état et le destin de la gauche française et singulièrement du Parti socialiste au moment où celui-ci choisit son candidat pour l'élection présidentielle (« Recherche (vraie) gauche désespérément », *Valeurs actuelles* du 19 janvier). Extraits : « Il est naturel qu'il y ait une droite et une gauche, qui répondent aux tendances essentielles des sociétés, tendances qui se contredisent et dont aucune ne peut jamais évincer l'autre : le besoin d'enracinement et le besoin d'émancipation. Chaque époque démocratique répond à ces deux besoins à sa façon, mais ils existent toujours tous les deux, en tout cas en Occident, où l'émancipation fait partie de notre destin. [...] On peut se demander ce que signifie encore le socialisme lorsque l'électorat populaire l'a tout à fait déserté pour se tourner vers l'extrême-droite ou la droite. On se rend compte aujourd'hui que l'électorat populaire est fondamentalement plus attaché à l'enracinement qu'à l'internationalisme qui est le principe cardinal de la gauche. Le smicard n'est pas "citoyen du monde". Il aime d'abord sa patrie proche, dont d'ailleurs il a un besoin réel pour survivre et exister. [...] L'idéologie socialiste s'est effacée non pas seulement en raison des terreurs du socialisme réel, mais parce que son universalisme imposé au peuple n'était qu'une vaste supercherie. »

- Après *Challenges* (voir Lettre n° 640), *La Correspondance économique* rend longuement compte de la communication de **Denis Kessler** à l'Académie le 9 janvier (n° 23779, 18 janvier 2017). Publiant de larges extraits de cette dernière, il en retient surtout le « rééquilibrage au profit de la société civile » et « l'inversion des priorités » : privilégier l'accumulation à la répartition, la production à la consommation et l'offre par rapport à la demande.

- « Vague de froid, savez-vous à quels moments la France a le plus grelotté au cours de son histoire ? ». Réponse d'**Emmanuel Le Roy Ladurie** sur le site Atlantico (18 janvier 2017). L'auteur de *L'histoire du climat depuis l'an mil* évoque quelques-uns des hivers particulièrement rigoureux qu'a connus la France ces trois derniers siècles (1709, 1740, 1956) tout en les replaçant dans le temps long : « Le réchauffement climatique actuel concerne toutes les saisons, jusqu'en 1970 il concernait particulièrement l'hiver. [...] Le changement climatique a débuté bien plus tôt que ce que nous pensons. Le recul des glaces a commencé dès 1860 alors que souvent nous imaginons que le réchauffement climatique date des années 1980. [...] À partir de 1860-70 nous connaissons un réchauffement très lent qui est plus brutal aujourd'hui. »

- **Jean-Claude Trichet** était l'invité de David Jacquot dans l'émission « Écorama » du 20 janvier (<http://www.boursorama.com/actualites>). « Je suis très inquiet des mesures protectionnistes de Trump, qui risquent d'être perçues de manière très agressive par les marchés » a-t-il notamment déclaré. Il redoute qu'elles pèsent sur la croissance de l'économie mondiale, avec des conséquences dommageables pour les économies européennes alors même que se confirme pour elles une embellie.

À savoir

Depuis septembre 2012, **Jean-Paul Clément**, membre correspondant de l'Institut, poursuit ses émissions sur Radio Notre-Dame consacrées à la "quête du spirituel", toutes les semaines, le jeudi à 14h30. Depuis saint François de Sales jusqu'à nos jours, il va à la rencontre des écrivains, poètes, peintres, théologiens, qui ont marqué l'histoire spirituelle de la France. Ont ainsi été évoqués Charles Péguy et Alain Fournier, Matisse, les thèses d'André Malraux sur l'art byzantin et l'art roman, et divers théologiens. Deux entretiens seront prochainement consacrés à Pierre Boutang, surprenant interprète de Thomas d'Aquin, avant d'aborder les grandes œuvres de François Mauriac et de Paul Claudel.